

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossier

N° 343 du 19.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

#### 1 Les brèves

- 1-1 Le centre des droits de l'homme "Al-Mizan" appelle à la levée du blocus imposé contre Gaza.
- 1-2 UNRWA : situation très difficile à Gaza.
- 1-3 Hamas : Les allégations de l'occupation représentent des tentatives de cacher les crimes du blocus.
- 1-4 Carter empêché par Israël de se rendre à Ghaza.

#### 2 Dossier

- 2-1 Point de vue de Raymond Richa : Le blocus et toutes ses justifications, la complicité, le silence et la collaboration se briseront par une nouvelle Intifada.
  - 2-2 Convergence des Causes : formation d'un bataillon d'élite de 620 soldats palestiniens anie sous la houlette du Général étasunien Keith Dayton
  - 2-3 Rapport de Marguerite Wais : Les missiles palestiniens, un équilibre stratégique de forces.
- 3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Vanunu demande l'asile à la Norvège.

#### 4 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

4-1 Réflexion de T. Hocine - Le témoin gênant.

4-2 Analyse de Abdallah Al-Chaal : Où va l'unité palestinienne ?

4-3 Analyse de Azmi Bishara : Israël n'a pas l'intention de conclure une paix juste avec les peuples arabes et palestiniens

---

## 1 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 1-1 Le centre des droits de l'homme "Al-Mizan" appelle à la levée du blocus imposé contre Gaza.

Un centre palestinien "Al-Mizan" qui s'occupe des droits de l'homme dans les territoires palestiniens a appelé à la levée immédiate du blocus injuste imposé par l'entité sioniste contre Gaza , en soulignant que ce blocus qui dure depuis dix mois a conduit à une situation catastrophique dans la Bande.

Dans un communiqué dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, le centre des droits de l'homme "Al-Mizan" a condamné les agressions continues de l'occupation contre les enfants et les civils palestiniens. Le centre juridique a fortement condamné les crimes sanglants sionistes contre les citoyens innocents palestiniens, et les a qualifiés de crimes de guerre, ainsi que le silence ferme et honteux de la communauté internationale, notamment de l'ONU. Il l'a appelée à prendre des positions sérieuses et responsables pour sauver la vie des citoyens palestiniens innocents.

Il a averti des escalades criminelles sionistes contre les civils, notamment après certaines déclarations racistes sionistes.

Il a appelé la communauté internationale à prendre sérieusement ses responsabilités pour arrêter les escalades criminelles sionistes contre les civils palestiniens, en appelant à l'application de la quatrième convention de Genève dont l'article 146 qui stipule la poursuite des crimes qui violent les accords de Genève.

Il a qualifié les dernières escalades sanglantes sionistes de crimes de guerre, qui violent les lois qui appellent à la protection des civils dans les territoires palestiniens occupés en 1948.

Le centre juridique d'Al-Mizan a fortement averti des conséquences désastreuses dans tous les domaines, notamment le secteur sanitaire, social, économique et humanitaire, à cause de la continuation du blocus criminel insupportable, tout en appelant la communauté internationale à mettre la pression sur les autorités sionistes pour arrêter immédiatement leurs assauts sauvages contre les enfants, les femmes et les jeunes palestiniens.

CPI

13-04

---

### 1-2 UNRWA : situation très difficile à Gaza.

Le mois dernier, 2.400 camions seulement sont entrés à Gaza contre 10.000 un an plus tôt, rapporte aujourd'hui le Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Les pénuries d'aliments pour animaux ont fait monter en flèche le prix de la viande, a rapporté la porte-parole adjointe du Secrétaire général, Marie Okabe, lors de son point de presse quotidien, au siège de l'ONU, à New York.

L'agence a étendu son programme d'alimentation dans les écoles. Elle nourrit désormais 110.000 enfants de Gaza dans quelque 110 écoles, tous les jours.

Par ailleurs, l'UNRWA a fourni plus de 110.000 litres de diesel aux municipalités chaque mois afin de gérer l'évacuation des déchets solides. Mais le manque d'électricité conduit souvent les municipalités côtières à évacuer les égouts vers la mer.

Centre de nouvelles ONU

11-04

---

### 1-3 Hamas : Les allégations de l'occupation représentent des tentatives de cacher les crimes du blocus.

Le Hamas considérée que les déclarations du président de la commission des affaires étrangères et de la sécurité au parlement (Knesset), Tassahi Henghabi, et du ministre sioniste de la colonisation, Zeiv Bouim, que le

Hamas organise une crise humaine dans la bande, représentent des prétextes pour cacher les crimes du blocus imposé contre la bande de Gaza depuis plus de dix mois successifs. Le porte-parole du mouvement du Hamas, Dr. Sami Abou Zouhri, a dit, que personne ne peut cacher cette crise qui frappe la bande après que l'occupation a coupé la livraison du carburant et a fermé le passage de Nahel Oz pour renforcer le blocus contre Gaza. Abou Zouhri a ajouté que les prétextes avancés par l'occupation pour avoir coupé la livraison du carburant à cause de l'opération de Nahel Oz n'est qu'un mensonge car l'occupation a minimalisé la livraison de carburant, un mois, avant cette opération.

Le porte-parole du Hamas a averti du danger des crimes sionistes, en appelant la communauté internationale à prendre ses responsabilités et obliger l'occupation à respecter la loi internationale.

Gaza - CPI

13-04

---

## 1-4 Carter empêché par Israël de se rendre à Ghaza.

Signe des temps, l'homme de Camp David, cette résidence américaine où furent signés sous son égide, en 1979, les premiers accords séparés entre l'Égypte et Israël, de toute l'histoire du conflit du Proche-Orient, a été interdit d'accès dans la bande de Ghaza par Israël.

Il s'agit bien entendu de l'ancien président américain, Jimmy Carter, aujourd'hui à la tête d'une fondation pour la paix et qui porte son nom justement. C'est certainement dans cet objectif qu'il a décidé de revenir dans cette région et de choisir lui-même ses interlocuteurs, contrairement à Israël et même à l'administration de son pays, laquelle s'est d'ailleurs nettement démarquée de son initiative. Subissant déjà de fortes pressions afin de ne pas rencontrer un des leaders du mouvement palestinien Hamas, Jimmy Carter, qui a appelé au dialogue avec le Hamas et la Syrie, a révélé, hier, à Ramallah (Cisjordanie), qu'il avait été empêché par les autorités israéliennes de se rendre dans la bande de Ghaza. Lui qui a prévu de rencontrer à Damas Khaled Mechaâl, a affirmé : « je n'ai pas pu obtenir une permission pour me rendre à Ghaza, ce que j'aurais aimé faire. J'ai demandé une autorisation, mais on me l'a refusée », a-t-il expliqué à des journalistes. M. Carter devait rencontrer à Ramallah plusieurs personnalités palestiniennes, parmi lesquelles l'ancien vice-Premier ministre appartenant au Hamas, Nasser Shaer, puis le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad. Arrivé dimanche en Israël, Jimmy Carter, par ailleurs prix Nobel de la paix en 2002, effectue une tournée de neuf jours dans la région, qui le mènera en Égypte, en Syrie, en Jordanie et en Arabie-Saoudite, dans le but de faire avancer les efforts de paix. Quant à la Maison-Blanche, elle a tout simplement souligné lundi que M. Carter ne représentait pas les États-Unis. Le président George W. Bush « pense que si le président Carter veut y aller, il le fera à titre personnel, en tant que simple particulier ; il ne représente pas les États-Unis dans ces rencontres, le président n'est pas favorable à des discussions avec le Hamas, et nous l'avons fait savoir », a dit la porte-parole de la Maison-Blanche, Dana Perino. Israël, les États-Unis et l'Union européenne considèrent le Hamas — qui a remporté les élections législatives dans la bande de Ghaza en 2006 — comme une organisation terroriste. Du côté des présidents américains, le républicain John McCain a estimé qu'une rencontre avec le chef du Hamas serait « une grave et dangereuse erreur ». Le sénateur de l'Arizona s'en est pris à son adversaire démocrate, Barack Obama, qui a refusé de condamner formellement l'initiative de M. Carter.

« Je n'ai pas à faire de commentaires sur l'ancien président Carter. C'est un simple citoyen et ce n'est pas mon rôle de dire qui il devrait ou qui il ne devrait pas rencontrer », avait dit vendredi M. Obama. « J'ai dit de façon continue que je ne rencontrerai pas le Hamas qui est une organisation terroriste », a ajouté le sénateur de l'Illinois. Une rencontre entre M. Carter et le chef du Hamas pourrait indirectement gêner M. Obama. Un porte-parole de Hillary Clinton, Phil Singer a, pour sa part, indiqué que « Hillary respecte l'ancien président Carter, mais n'est pas d'accord avec sa décision de rencontrer le Hamas sans coordination avec Israël ». Passant outre ces recommandations et ces conseils, Jimmy Carter a prôné lundi, en Israël, le dialogue avec la Syrie et le Hamas. « Je pense qu'il est absolument crucial que le Hamas et la Syrie soient impliqués dans un accord de paix final, rêvé et souhaité pour la région », a défendu M. Carter lors d'une rencontre avec des acteurs économiques israéliens. « Même si je ne suis pas dans un rôle de négociateur ou de médiateur, j'espère que nous pourrions amener les Palestiniens dans leur ensemble à signer un cessez-le-feu et avancer vers la paix et la justice », a ajouté l'ancien président. Le Hamas a estimé que la rencontre entre MM. Carter et Mechaâl permettrait de « briser la politique d'isolement » imposée au mouvement. La rencontre « sera l'occasion pour le Hamas de clarifier ses positions et permettra de briser la politique d'isolement imposée par les États-Unis, Israël et d'autres parties, au Hamas », a affirmé un porte-parole, Sami Abou Zouhri. M. Carter a foncé tout droit vers ce statu quo. L'enjeu est important puisque le Hamas parle d'ores et déjà de clarifications. Mais sera-t-il entendu ? Le président israélien, Shimon Pérès, verse déjà dans la surenchère, laissant entendre qu'il n'y aura pas d'État palestinien.

Source : El Watan

<http://www.elwatan.com/...>

16 avril 2008

---

## 2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 2-1 Point de vue de Raymond Richa : Le blocus et toutes ses justifications, la complicité, le silence et la collaboration se briseront par une nouvelle Intifada,

Le blocus et toutes ses justifications, la complicité, le silence et la collaboration se briseront par une nouvelle Intifada, celle des peuples qui refusent la soumission et la résignation

Cette Intifada ne sera pas l'initiative de Hamas ou d'une quelconque organisation palestinienne.

Elle émergera d'abord dans la bande de Gaza, ensuite en Cisjordanie, et de par sa nature identitaire et unificatrice, elle s'étendra dans certains pays arabes.

Elle sera la réponse à *la logique de la collaboration avec l'ennemi* que la modération arabe a définitivement adoptée et au *silence quasi généralisé des nations*.

Elle seule pourra briser le blocus car cette fois-ci, elle ne sera pas ancrée dans la Résistance, mieux encore : *elle la sera*.

Les Abbas, Mbarak, Abdallah et Sinioura battront leurs dernières cartes avant que leur ignoble et honteuse logique de collaboration ne vienne se fracasser sur le roc de cette grande Intifada.

Elle imposera à tous les dirigeants arabes, *sans aucune exception*, le choix historique de *se soumettre à la volonté populaire ou de se démettre*.

Elle ne se contentera pas de briser le blocus car elle ira plus loin encore en mettant fin à *toutes ses justifications écrites ou non, explicites ou non, malgré le soutien et l'encouragement des grandes puissances*.

Elle *sabotera* le jeu permanent des collaborateurs dans les coulisses puant d'odeur du billet vert et de l'or noir, jusqu'à la victoire de la Justice et du Droit.

Cette Intifada montrera enfin le chemin à *emprunter désormais* vers la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Raymond RIHA

14 avril 2008

---

## 2-2 Convergence des Causes : formation d'un bataillon d'élite de 620 soldats palestiniens anie sous la houlette du Général étasunien Keith Dayton

L'entité sioniste fait encore preuve de son incapacité congénitale à envisager le moindre pas qui puisse faire croire qu'elle désire s'engager vers un processus d'apaisement avec le peuple qu'elle colonise.

Le canal égyptien par lequel des propositions de cessez-le-feu provisoire du Hamas indique le refus net et réitéré de la partie sioniste.

L'offre a été déclinée et chaque jour l'armée d'occupation, insatiable, prélève son lot quotidien de sang.

Un enfant de 5 ans a été assassiné ce dimanche dans le camp de réfugiés d'Al Bureij au centre de la bande de Gaza, un enfant de seize ans a été grièvement blessé lors de la même incursion.

La comédie de la négociation reprend, monotone, cette semaine entre Lihudi Olmert et le mannequin de paille Mahmoud Abbas sur fonds de colonisations en expansion à Jérusalem et de judaïsation du Naqab.

Rien ne doit perturber les progrès dans la formation d'un nouveau bataillon d'élite de 620 soldats palestiniens formés en Jordanie sous la houlette du Général étasunien Keith Dayton. L'unité doit être livrée pour le mois de juin et déployée à Arriha (Jéricho).

C'est la crème de la jeunesse palestinienne se félicite le Général Abdel Al Razak Yahia actuel ministre de l'Intérieur (sic) de l'Autorité, ancien membre de la branche armée de l'OLP lorsqu'il lui a rendu visite dans le camp jordanien de Giftlik cette semaine.

La crème est la résultante de quatre filtrages.

Le premier, par l'Autorité qui a rejeté les candidats avec un passé jugé non compatible.

Les trois autres ont été le fait du Shin Beit, de la CIA et des services secrets jordaniens.

Avec de tels parrains, il ne fait aucun doute que la nouvelle unité palestinienne défendra les intérêts des Palestiniens en premier lieu.

Convergence des Causes

10 avril 2008

---

## 2-3 Rapport de Marguerite Wais : Les missiles palestiniens, un équilibre stratégique de forces.

« Les missiles (de la résistance palestinienne) sont rudimentaires par rapport à l'arsenal militaire israélien. Cependant, ils ont fait un changement considérable dans l'équilibre stratégique du conflit israélo-palestinien. Le fait de continuer à exister changera les données de ce conflit. »

Ces propos sont le résumé d'une étude américaine réalisée par Marguerite Wais, chercheuse à l'institut de Washington pour les politiques du Moyen-Orient, connu pour être proche des intérêts sionistes aux Etats-Unis.

L'étude a pris le titre : « Les armes du terrorisme : le développement du missile Al-Qassam et ses effets ».

Ce résumé appuie l'avis d'experts et d'analystes militaires qui voient que l'Entité sioniste ne possède plus de force de dissuasion efficace face aux factions de la résistance palestinienne, surtout du fait qu'elles améliorent leurs missiles de façon remarquablement rapide.

### L'ARTISANAL ET LA REGION

Elles sont vouées à l'échec, les négociations de Camp David de l'an 2000 entre le premier ministre israélien de l'époque Ehud Barak et le président palestinien défunt Yasser Arafat, sous la houlette du président américain Bill Clinton. Depuis cet échec, la question palestinienne est entrée dans une nouvelle phase traduite par le

déclenchement de l'Intifada d'Al-Aqsa. C'est la visite provocatrice donnée par Sharon à la mosquée d'Al-Aqsa qui a mis le feu aux poudres.

Cette deuxième Intifada n'était pas comme la première, celle des pierres. Les factions de la résistance palestinienne étaient mieux armées et plus expérimentées. Elles commencent même à fabriquer certaines sortes d'armes, en particulier les missiles qui ont pris différentes nominations.

Le 26 octobre 2001 reste un jour historique pour la résistance palestinienne.

C'est le jour où le premier missile de fabrication locale tombe à l'intérieur de la colonie sioniste de Sderot, 1,6 kilomètre au loin de la bande de Gaza.

Ce sont les brigades d'Al-Qassam, branche militaire du mouvement du Hamas, qui avaient adopté le lancement de la première roquette nommée Qassam1.

Bien qu'ils soient élémentaires et de fabrication locale, ces missiles venaient de marquer un virage dans la littérature du conflit israélo-palestinien. Le célèbre magazine Time croit que « ce missile artisanal pourrait changer le Moyen-Orient ». Et la chaîne CNN l'a qualifié de « l'affreuse feuille du Moyen-Orient ».

Un rapport israélien publié par « le centre d'information sur les enseignements et le terrorisme », le 14 décembre 2007, dit que les effets négatifs ne se résument pas « uniquement par le nombre de tués et de blessés ou par les dommages matériels.

Ils résident surtout dans le fait que le lancement perpétuel de ces missiles a des influences psychologiques négatives sur la population.

Il touchera de manière dangereuse le sentiment de sécurité chez environ 190 mille citoyens vivant sous la menace de missiles et d'obus de mortier ».

Depuis la date fatidique d'octobre 2001, une quinzaine d'Israéliens ont perdu la vie. 500 autres ont été blessés.

Des centaines ont été choqués. Toujours selon des statistiques israéliennes officielles.

Les missiles palestiniens sont désormais un moyen efficace pour pousser les occupants à partir.

### **UN EFFET CONSIDERABLE**

Ces armes élémentaires fabriquées dans des ateliers, sous des escaliers, ont donné à la résistance palestinienne la force de frapper dans la profondeur israélienne.

Elles augmentent les défis pour l'armée israélienne.

Le rapport de Winograd confirme le recul des capacités de cette armée et sa faiblesse à faire face aux mouvements de résistance, surtout après son échec dans la guerre qu'elle avait menée contre le Liban en été 2006, et après son échec face au Hamas, dans la bande de Gaza.

Selon les statistiques du gouvernement israélien, le nombre de ces missiles s'est multiplié par deux entre 2002 et 2003. Par quatre entre 2005 et 2006. De nos jours, leur nombre dépasse les 3000.

Depuis le retrait israélien unilatéral de la bande de Gaza, les missiles envoyés par le Hamas sur les villes et les localités israéliennes ont augmenté en nombre.

En moyenne, plus de 200 missiles sont lancés mensuellement, depuis le début de cette année 2008. Parfois, beaucoup plus. La première semaine du mois de mars dernier a vu tomber plus de 100 missiles, mentionne l'étude américaine ci-haut.

Pour protéger les colons, les autorités de l'occupation donnent l'alerte 15 à 20 secondes avant la tombée des missiles par la diffusion d'une couleur rouge. Non seulement ce système a montré ses limites, mais il sème de plus la panique et la terreur parmi les Sionistes.

### **POURQUOI CES MISSILES**

Dans les territoires palestiniens, la résistance avait pu fabriquer et se procurer ces armes, en dépit de toutes les conditions difficiles. Elle n'écarte aucune option pour reprendre les droits palestiniens.

Elle travaille, malgré que la Communauté Internationale suive le point de vue israélien.

Celle-ci ne donne aucun intérêt aux droits palestiniens reconnus par des décisions internationales provenant d'établissements internationaux, qui n'obligent cependant pas l'Entité sioniste à exécuter ses obligations.

Certains disent que les missiles de la résistance palestinienne sont la cause des agressions israéliennes.

Mais on oublie que les agressions ont toujours été là, avant l'arrivée des missiles. Elles existent partout en Palestine. En Cisjordanie, d'où les missiles ne partent pas.

Par ailleurs, une résistance ne voit le jour que lorsqu'il y a une occupation. Elle est là pour refuser cette occupation, pour reprendre les droits nationaux bafoués. Ce qui reste bizarre, c'est d'être aux côtés de l'occupant et d'accuser les résistants de faire mal à l'occupant !

A remarquer enfin que les missiles de la résistance palestinienne ont pu baisser le nombre d'opérations martyres.

Pourquoi envoyer des hommes ou des femmes, à partir de moment où on peut envoyer des engins?

**Source : CPI**

<http://www.palestine-info.cc/...>

---

## **3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.**

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **3-1 Vanunu demande l'asile à la Norvège.**

Le technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu, condamné dans son pays pour avoir levé un voile sur le programme nucléaire militaire présumé de l'État juif, a déposé pour la deuxième fois une demande d'asile en Norvège que les autorités vont probablement rejeter. Vanunu a adressé directement sa demande au Premier ministre Jens Stoltenberg. « Nous l'avons reçue hier et l'avons envoyée au ministère du Travail et de l'Intégration

sociale, qui la traitera », a indiqué hier le cabinet du Premier ministre. Mais le ministre du Travail, Björn Haakon Hanssen, a souligné jeudi qu'aucune demande d'asile ne pouvait être accordée à un individu non présent sur le sol norvégien. Vanunu a été condamné pour trahison et condamné à 18 années de prison pour avoir raconté, en 1986, son travail de technicien sur le principal réacteur atomique israélien.

Libéré en 2004, année où il avait déposé en vain sa première demande d'asile en Norvège, il a interdiction de quitter le territoire israélien et a été encore condamné l'an dernier à six mois de prison pour violation de parole.

Sources Lorient le jour

13 avril 2008

Posté par Adriana Evangelizt

---

## 4 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Réflexion de T. Hocine - Le témoin gênant.

Signe des temps, l'homme de Camp David, cette résidence américaine où furent signés sous son égide, en 1979, les premiers accords séparés entre l'Egypte et Israël, de toute l'histoire du conflit du Proche-Orient, a été interdit d'accès dans la bande de Ghaza par Israël.

Il s'agit bien entendu de l'ancien président américain, Jimmy Carter, aujourd'hui à la tête d'une fondation pour la paix et qui porte son nom justement. C'est certainement dans cet objectif qu'il a décidé de revenir dans cette région et de choisir lui-même ses interlocuteurs, contrairement à Israël et même à l'administration de son pays, laquelle s'est d'ailleurs nettement démarquée de son initiative. Subissant déjà de fortes pressions afin de ne pas rencontrer un des leaders du mouvement palestinien Hamas, Jimmy Carter, qui a appelé au dialogue avec le Hamas et la Syrie, a révélé, hier, à Ramallah (Cisjordanie), qu'il avait été empêché par les autorités israéliennes de se rendre dans la bande de Ghaza. Lui qui a prévu de rencontrer à Damas Khaled Mechaâl, a affirmé : « Je n'ai pas pu obtenir une permission pour me rendre à Ghaza, ce que j'aurais aimé faire. J'ai demandé une autorisation, mais on me l'a refusée », a-t-il expliqué à des journalistes. M. Carter devait rencontrer à Ramallah plusieurs personnalités palestiniennes, parmi lesquelles l'ancien vice-Premier ministre appartenant au Hamas, Nasser Shaer, puis le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad. Arrivé dimanche en Israël, Jimmy Carter, par ailleurs prix Nobel de la paix en 2002, effectue une tournée de neuf jours dans la région, qui le mènera en Egypte, en Syrie, en Jordanie et en Arabie-Saoudite, dans le but de faire avancer les efforts de paix. Quant à la Maison-Blanche, elle a tout simplement souligné lundi que M. Carter ne représentait pas les Etats-Unis. Le président George W. Bush « pense que si le président Carter veut y aller, il le fera à titre personnel, en tant que simple particulier ; il ne représente pas les Etats-Unis dans ces rencontres, le président n'est pas favorable à des discussions avec le Hamas, et nous l'avons fait savoir », a dit la porte-parole de la Maison-Blanche, Dana Perino. Israël, les Etats-Unis et l'Union européenne considèrent le Hamas — qui a remporté les élections législatives dans la bande de Ghaza en 2006 — comme une organisation terroriste. Du côté des présidentiables américains, le républicain John McCain a estimé qu'une rencontre avec le chef du Hamas serait « une grave et dangereuse erreur ». Le sénateur de l'Arizona s'en est pris à son adversaire démocrate, Barack Obama, qui a refusé de condamner formellement l'initiative de M. Carter.

« Je n'ai pas à faire de commentaires sur l'ancien président Carter. C'est un simple citoyen et ce n'est pas mon rôle de dire qui il devrait ou qui il ne devrait pas rencontrer », avait dit vendredi M. Obama. « J'ai dit de façon continue que je ne rencontrerai pas le Hamas qui est une organisation terroriste », a ajouté le sénateur de l'Illinois. Une rencontre entre M. Carter et le chef du Hamas pourrait indirectement gêner M. Obama. Un porte-parole de Hillary Clinton, Phil Singer a, pour sa part, indiqué que « Hillary respecte l'ancien président Carter, mais n'est pas d'accord avec sa décision de rencontrer le Hamas sans coordination avec Israël ». Passant outre ces recommandations et ces conseils, Jimmy Carter a prôné lundi, en Israël, le dialogue avec la Syrie et le Hamas. « Je pense qu'il est absolument crucial que le Hamas et la Syrie soient impliqués dans un accord de paix final, rêvé et souhaité pour la région », a défendu M. Carter lors d'une rencontre avec des acteurs économiques israéliens. « Même si je ne suis pas dans un rôle de négociateur ou de médiateur, j'espère que nous pourrions amener les Palestiniens dans leur ensemble à signer un cessez-le-feu et avancer vers la paix et la justice », a ajouté l'ancien président. Le Hamas a estimé que la rencontre entre MM. Carter et Mechaâl permettrait de « briser la politique d'isolement » imposée au mouvement. La rencontre « sera l'occasion pour le Hamas de clarifier ses positions et permettra de briser la politique d'isolement imposée par les Etats-Unis, Israël et d'autres parties, au Hamas », a affirmé un porte-parole, Sami Abou Zouhri. M. Carter a foncé tout droit vers ce statu quo. L'enjeu est important puisque le Hamas parle d'ores et déjà de clarifications. Mais sera-t-il entendu ? Le président israélien, Shimon Pérès, verse déjà dans la surenchère, laissant entendre qu'il n'y aura pas d'Etat palestinien.

Droits de reproduction et de diffusion réservés © El Watan 2006

16 avril 2008

Source : El Watan

<http://www.elwatan.com/...>

---

## 4-2 Analyse de Abdallah Al-Chaal : Où va l'unité palestinienne ?

Israël parie sur la division du rang palestinien et a contraint Abou-Mazen à choisir entre lui et le Hamas.

C'est une réalité évidente qui ne fait pas l'objet de divergence ou de doute.

En effet, le plan de Tel-Aviv a abouti et a obtenu les résultats escomptés. La cause palestinienne s'est trouvée confrontée à des obscurs règlements de compte, la résistance est mise à nu et les frères palestiniens s'entre-tuent au lieu de s'unir contre l'ennemi qui a hâte de les voir périr. Les appels à la réunification palestinienne ont de tout temps été lancés à voix basse pour une seule et unique raison. C'est pourquoi Washington et Tel-Aviv ont toujours parié sur la dernière carte de la question palestinienne qui mettrait fin au conflit arabo-israélien, le conflit du siècle. Cependant, les scènes d'extermination ont ravivé les consciences et les cœurs arabes, accordant ainsi la priorité à la réunification des rangs palestiniens. Il est absolument nécessaire dans ce contexte de saluer à titre particulier l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Yémen qui ont déployé tous leurs efforts pour réconcilier les frères ennemis. Une fois que l'espoir s'est renouvelé et que la division palestinienne a été pratiquement dépassée après les événements de Gaza et les jeux de mots israéliens (sur la paix), l'Autorité palestinienne a accepté le principe du dialogue sans condition. Israël, de son côté, s'est empressé de dévoiler clairement et solennellement sa position. Dorénavant, il n'est plus admissible que nos écrivains et gouvernements restent impuissants face à une profonde attente d'une éventuelle union palestinienne. Qu'Israël soit la cause ou pas de la division entre les différentes factions palestiniennes, il est impératif de bouger.

Nous devons prendre conscience que notre principal défi doit être les plans israéliens. Raison pour laquelle les écrivains se sont divisés en deux camps. L'un d'eux estime qu'il y a un rapprochement entre le président de l'Autorité palestinienne et Israël depuis qu'Abou-Mazen a annoncé qu'il n'était pas entièrement convaincu de la résistance et a mis l'accent sur l'utilité des négociations. Abou-Mazen n'a pas caché à maintes reprises qu'il souhaitait toujours maintenir des relations cordiales avec Israël, tant que ce dernier reste le plus fort. L'autre camp estime que le Hamas avec ses comportements inflexibles a fait perdre au président de l'Autorité toutes ses cartes et a contribué à son affaiblissement.

En réalité, la faiblesse a atteint tout le monde et l'extermination est le destin qui les attend tous. Dans de telles conditions, l'unique enjeu qui s'impose à tous les acteurs de la scène palestinienne est la réunification, et que leurs calculs soient basés sur le principe du « gagnant-gagnant ».

Nous sommes tous conscients que le différend entre le Hamas et le président de l'Autorité palestinienne est d'ordre méthodologique et qu'il est loin d'être politique. Mais le fait de s'arrêter si longtemps face à ce constat approfondira davantage le désespoir et les fissures palestiniennes. D'autant plus qu'il est évident que la priorité d'Israël consiste à maintenir le déchirement palestinien avec en parallèle une poursuite des négociations. Ainsi aura-t-il créé le climat idéal pour l'extermination pour mener à bien son plan de colonisation et pour clore le dossier palestinien.

Si Abou-Mazen opte pour le choix israélien et refuse l'union nationale, il sera banni par son peuple, et le Fatah sera voué à l'échec et disparaîtra. Abou-Mazen ne pourra pas non plus contraindre le Hamas à accepter une union nationale conformément à un plan israélien. D'autre part, s'il insiste à faire aboutir la réconciliation et à devenir le président de toute une nation unifiée, il s'attirera alors la colère d'Israël.

Le président de l'Autorité doit bien choisir l'intérêt de son peuple. Si nous disons que l'intérêt de son peuple est l'union nationale, quel que soit le prix à payer, alors un besoin urgent de soutien arabe et international s'impose avec force. Si Abou-Mazen se retrouve tout seul, il choisira Israël, la plaie deviendra plus profonde et plus dangereuse.

Un état de fait qui accélérera la fin de la cause palestinienne et augurera une guerre civile à la suite de laquelle Israël annoncera l'annexion de toute la Palestine, puisque les Palestiniens ne seront plus qualifiés pour se gouverner eux-mêmes.

Surtout que l'occasion leur a été offerte, même si ce n'est que partiellement et de manière illusoire.

Mercredi 9 avril 2008

Source : Al-Ahram hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

---

## 4-3 Analyse de Azmi Bishara : Israël n'a pas l'intention de conclure une paix juste avec les peuples arabes et palestiniens

Israël n'a pas l'intention de conclure une paix juste avec les peuples arabes et palestiniens. Par "paix juste" j'entends l'une des solutions possibles. La première est la solution d'un seul état, dans lequel Juifs et Arabes co-existeraient dans un état laïc et démocratique qui s'intégrerait naturellement dans la région. La seconde est une solution à deux états qui garantisse le droit au retour des réfugiés palestiniens. Mais Israël opte pour une troisième voie, une voie pour laquelle les Arabes n'ont jamais poussé : c'est l'Etat Croisé.

Les traités, ententes et diverses formes de coopération sécuritaire qu'Israël maintient avec les régimes arabes ne contredisent ni ne nuisent à ce modèle. Après tout, les quatre royaumes Croisés ne pouvaient uniquement survivre grâce à la force de vaillants chevaliers et de châteaux imprenables : pendant 190 ans ils se sont protégés grâce à une combinaison de fortifications, de prouesses militaires, de pactes et traités avec les différents princes et sultans Arabes, Ayyubides et Mameluks. Ces pactes étaient possibles car les Etats Croisés pouvaient exploiter les rivalités entre les dirigeants locaux. Mais ces pactes et traités ne se sont pas transformés en situation de paix. La population de la région n'a jamais pu accepter l'existence de ces Etats. Ils sont restés un corps étranger, culturellement et politiquement, et l'épreuve de la légitimité des dirigeants arabes et islamiques passaient par leur

capacité à créer les conditions permettant de les combattre. Qu'importe qu'ils aient habilement tenté de mélanger les accords diplomatiques avec les meurtres et le génocide, les Etats Croisés ont fini par disparaître.

Il vaut la peine de mentionner que le terme de « Croisé » n'est devenu courant en Europe que plusieurs siècles plus tard, grâce aux historiens européens du XVIIIème siècle. Les Arabes se sont toujours référés à eux en les nommant « franj » ou « francs », un terme qui ne véhicule aucune idée de religion ou d'hostilité contre l'orthodoxie orientale ou le catholicisme occidental.

Au cours des trois semaines qui viennent j'étudierai les options qu'Israël a rejetées et celle qu'il paraît avoir adopté.

Le modèle de l'Etat Croisé est celui d'un état colonial étranger qui s'impose par la force et qui survit par l'épée, par des trêves temporaires et des traités, et par l'exploitation des discordes entre ses voisins. Cet Etat ne cherche pas à se légitimer par quelque référence à son environnement, et par conséquent il est destiné rester impossible à accepter.

Ailleurs, le colonialisme et la libération des peuples sous occupation n'ont été jamais traités comme autre chose qu'un problème dont la solution réside dans la fin de la colonisation. Mais quand cela se produit en Palestine, n'importe quel accord est perçu comme un projet pour résoudre un dilemme insurmontable, le dilemme étant la cause palestinienne. Il y a une raison à cela. Faire en sorte que le cas palestinien se distingue de toutes les autres causes de libération nationale, noyant le tout avec des questions comme les contestations de frontières, la discrimination religieuse et la question juive.

Cette complexité artificielle est ce qui a fait que la Palestine a été exclue du processus de la décolonisation. Mais c'est également devenu un obstacle à une solution durable : la complexité même qui actuellement est employée pour repousser toute solution viable conduira par la suite les Arabes à rejeter une fois pour toutes la possibilité de légitimer Israël et à opter pour l'idée d'un conflit permanent.

La culture anti-colonialiste s'est fondée sur les prémisses que c'était le devoir d'un peuple sous occupation de résister et de persister dans sa résistance jusqu'à ce que la puissance coloniale ne puisse plus supporter les coûts de l'occupation. Quand cette culture prévalait il était impossible de considérer la libération de la Palestine comme pays arabe en dehors du contexte d'une équation qui pouvait se résumer au colonialisme contre le nationalisme arabe. La tâche de se libérer a été vécue comme une mission tombée sur les épaules pas seulement des Palestiniens mais de tous les peuples arabes. C'était leur devoir de résister à l'occupation étrangère de n'importe quel lieu de la nation arabe.

Dans une telle perspective la bataille pour la Palestine était plus que simplement celle d'une autre cause arabe, ou même d'une partie de la cause arabe à plus grande échelle. Elle est devenue le symbole de cette cause, résumant tous les problèmes du nationalisme arabe : le cloisonnement, la dépendance, la domination étrangère, le manque de cohésion inter-arabe, la légitimité des régimes arabes etc... Les Arabes ont sympathisé avec les Palestiniens à un niveau humanitaire et ont manifesté leur solidarité avec eux mais la question de la solidarité n'a pas été posée au niveau politique. La bataille était pourtant une seule bataille et la même pour tous.

La bataille contre le sionisme et Israël est devenue le souci par excellence du monde arabe. L'extraire de son contexte arabe, c'est lui permettre d'être réduit à un conflit palestino-israélien, à une petite querelle de frontière dont la solution sera déterminée par l'équilibre des forces actuelles entre les deux camps, après que les Arabes aient été retirés de l'équation.

Après la guerre de 1967 — ce qui revient à dire après la défaite de la tendance nationaliste arabe qui tenait le pouvoir dans les pays arabes de la ligne du front — cette tendance prise par les événements a commencé à s'affirmer.

A l'intérieur de la direction de l'OLP [Organisation de Libération de la Palestine] une classe socio-politique a surgi, mettant de plus en plus fortement l'accent sur l'objectif de la réalisation d'un Etat et sur sa propre transformation en un autre régime arabe. Avec le recul du nationalisme arabe à la suite de la guerre [de 1967], particulièrement en Egypte, ce désir pouvait coïncider avec les souhaits d'une partie significative des pouvoirs arabes officiels. Le régime égyptien, qui dans sa phase nationaliste arabe avait été le principal parrain de la naissance de la formule de l'OLP, a alors décidé de distendre ses liens avec le monde arabe en ce qui concerne le conflit avec Israël en faveur de la poursuite d'un règlement politique. La paix séparée entre l'Egypte et Israël faisait partie d'un marché global qui incluait la restructuration économique et une alliance avec les Etats-Unis.

La rupture de l'Egypte avec les Arabes a commencé par son désengagement de la cause palestinienne. Lorsqu'au sommet de Rabat, l'Egypte a déclaré son soutien à l'OLP (en s'opposant à la Jordanie) comme « représentant légitime et unique du peuple palestinien » et, plus tard, « à l'indépendance de décision pour le peuple Palestinien » (en s'opposant à la Syrie), elle était en fait occupée à se distancier du conflit israélo-arabe. L'Egypte procédait en déplaçant les prémisses, transformant la cause de la Palestine en cause des Palestiniens. Cette tendance a coïncidé avec les aspirations d'une nouvelle classe dans la direction de l'OLP. Un exemple concret peut être trouvé dans l'insistance de Yasser Arafat de disposer d'équipes de négociation séparées entre Palestiniens et Jordaniens à Washington. Quel était alors le résultat ? Un traité de paix jordano-israélien d'un côté et un processus de paix confus et qui patauge de l'autre, déséquilibré sur tous les plans, entre Israël et la direction de l'OLP, un processus qui demeure bloqué plus de quinze ans après le traité jordano-israélien. Ces développements aident à comprendre pourquoi le pouvoir arabe officiel considère maintenant le siège contre les Palestiniens et le brutal bombardement par les Israéliens d'une société emprisonnée dans Gaza comme un problème palestinien, et pourquoi ce pouvoir est divisé entre ceux qui sont solidaires avec les Palestiniens et ceux qui les accusent de s'exposer à la colère d'Israël. Cette prise de position impopulaire est tellement nécessaire que les sentiments patriotiques en Egypte, qui obéissaient à une inclination normale de se tenir du côté des Palestiniens contre Israël, ont été détournés vers la crainte « d'une invasion palestinienne ».



La décision d'abandonner la cause palestinienne est le résultat d'une convergence entre deux types de perceptions ou d'attitudes. La première est que les régimes arabes considèrent que cet abandon est dans leurs propres intérêts, et dans l'intérêt de leurs pays, afin de prendre leurs distances de n'importe quel concept d'entité politique arabe basé sur un ensemble d'intérêts communs dans les domaines de la sécurité nationale de la politique, de l'économie et de la stratégie. La seconde est qu'ils croient qu'il est également dans leurs intérêts que la direction du mouvement national palestinien devienne un autre régime arabe selon leur modèle.

Les régimes arabes ont fait bon accueil à la mutation de l'OLP en une Autorité palestinienne parce que cela répondait à leur besoin de remettre « la cause » à un régime proprement palestinien qui prétendait « être seul représentant » du peuple palestinien et exprimer leur « indépendance de décision ».

La Palestine a été ainsi transformée d'une terre arabe occupée en entité qui pourrait marchander avec Israël les frontières d'un état palestinien hypothétique. « La cause palestinienne » a été transformée non seulement en cause des Palestiniens, mais aussi réduite à la cause des Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans Gaza. La lutte pour la libération et l'unité arabes a été détournée pour créer une autre entité politique arabe. Le conflit avec le sionisme, et ses implications pour la région a été réduit à un conflit de frontière.

Au lieu d'un combat pour la libération nous avons obtenu une recherche de solutions qui a conduit à un processus de négociation entre occupant et occupé conçu pour écarter de la discussion ce qui devrait avoir été le seul sujet sur la table, à savoir la fin de l'occupation. Les négociations s'engluent dans un processus politique dans lequel les solutions et les remèdes sont taillés en fonction de l'équilibre des forces aujourd'hui et à un moment où la direction politique du peuple sous occupation subit un chantage selon lequel cette direction doit rester acceptable pour la communauté internationale.

Dans ce contexte, la rhétorique politique et médiatique dans le monde arabe a régressé jusqu'à utiliser des expressions telles que « légitimité internationale » et « communauté internationale ». Il s'agit hélas de mondes hypothétiques et éloignés du monde réel qui a été abandonné : celui du combat arabe et palestinien pour la libération contre Israël, le sionisme et le colonialisme occidental.

La communauté internationale est un être mythique. C'est une expression inventée particulièrement à des fins de persuasion ; dans la pratique cette expression signifie une pour les puissances internationales, une balance qui est fortement inclinée en faveur des Etats-Unis.

La solution négociée à deux états, ou les deux états qui sont supposés résulter des négociations, est un produit de la recherche actuelle de solutions à un dilemme « insurmontable ». L'ironie est que le contexte même qui a conduit le pouvoir officiel arabe et l'OLP à accepter la notion d'une solution à deux états qui, par définition, compromet le droit au retour des Palestiniens, est le même contexte que celui qui a conduit le pouvoir arabe à accepter l'équilibre des forces et à lier son sort à la stratégie américaine. C'est ce qui a permis à Israël de vider la solution même de deux états de toute substance, refusant de se retirer de Jérusalem occupé, de revenir aux frontières 1967, et maintenant ses colonies en Cisjordanie.

La solution de deux états, vidée de contenu, est la seule solution que les négociations peuvent produire dans les circonstances présentes ; à ce stade les « deux côtés » n'étudieront jamais une solution à un seul état, la mettant encore moins sur la table des négociations. Rejeter la solution de deux états revient à rejeter, pour le moment, la seule solution qui pourrait servir de base à la coexistence pacifique dans le monde arabe.

Ce n'est pas tout à fait une solution, mais elle serait acceptée à l'unanimité par les Arabes si elle satisfaisait à leurs demandes minimales, c'est-à-dire la restitution de Jérusalem, le retour d'Israël aux frontières de 1967 et la reconnaissance du droit des Palestiniens de rentrer chez eux. Pourtant Israël a déjà rejeté cette option et son but aujourd'hui est de placer une telle solution complètement hors de portée à l'avenir.

[Azmi Bishara](#)

16 avril 2008

**Du même auteur :**

>>> [Annapolis : Madrid redux](#)

>>> [Obtenir de vos victimes qu'elles vous aiment](#)

>>> [Retour à la case départ](#)

>>> [D'une négation l'autre](#)

>>> [Recherché pour crimes contre l'état](#)

Sources [Info Palestine](#)

Posté par Adriana Evangelizt